

# **FEDERATION DES VOSGES POUR LA PECHE ET LA PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE**

31 rue de l'Estrey  
88440 NOMEXY

RCS EPINAL 783 447 667

---

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la FEDERATION DES VOSGES POUR LA PECHE ET LA PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### ***Observation***

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note de l'Annexe aux comptes annuels intitulée « Etat des provisions » qui mentionne qu'un litige est en cours avec le Conseil Départemental.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime

nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

### **Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Remiremont,  
Le 21 mars 2025

**ORCOM CFGS AUDIT**



**Anne-Christine FRERE**  
Commissaire aux comptes associée  
Inscrite à la Compagnie Régionale de l'Est

FEDERATION DE PECHE DES VOSGES

Edition du : 01/01/2024 au 31/12/2024

Soldes N-1 de l'exercice

BILAN DETAILLE

Avec brouillard

Hors simulations

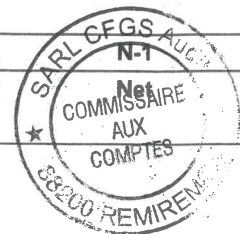
ARL CFGS Audit

COMMISSAIRE AUX COMPTES

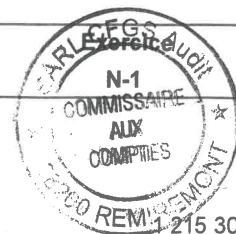
8200 REMI-MONT

ACTIF	Exercice N			
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
Actif immobilisé :				
Immobilisations incorporelles :				
- Fonds commercial				
- Frais d'établissement				
- Frais de recherche et de développement				
- Donations temporaires d'usufruit				
- Concessions brevets, licences, marques, procédés logiciels, droits et valeurs similaires	7 158	7 158		
- Immobilisations incorporelles en cours				
- Avances et acomptes				
- Autres				
Immobilisations corporelles :				
- Terrains	575 424	37 828	537 595	539 872
- Constructions	554 689	456 357	98 331	83 621
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	162 885	133 339	29 547	24 872
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
- Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
- Autres	205 946	186 696	19 249	27 578
Immobilisations Financières :				
- Participations et créances rattachées	188 420		188 420	183 840
- Autres titres immobilisés				
- Prêts				
- Autres	294		294	441
TOTAL I	1 694 816	821 379	873 437	860 225
Actif circulant :				
- Stocks et en-cours				
- Marchandises				
- Avances et acomptes				
Créances				
- Clients, usagers et comptes rattachés	31 058		31 058	41 396
- Créances reçues par legs ou donations				
- Autres	363 953		363 953	281 634

ACTIF	Exercice N			Net
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	
- Valeurs mobilières de placement	250 000		250 000	150 000
- Instruments de trésorerie				
- Disponibilités (autres que caisse)	119 679		119 679	186 041
- Caisse	221		221	431
- Charges constatées d'avance	9 719		9 719	9 384
<b>TOTAL II</b>	<b>774 630</b>		<b>774 630</b>	<b>668 886</b>
- Frais d'émission des emprunts (III)				
- Primes de remboursement des emprunts (IV)				
- Ecart de conversion actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>2 469 445</b>	<b>821 379</b>	<b>1 648 067</b>	<b>1 529 111</b>



PASSIF	Exercice N	
<b>Fonds propres :</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise :</b>		
- Fonds statutaires	1 215 303	
- Fonds propres complémentaires		
<b>Fonds propres avec droit de reprise :</b>		
- Fonds propres statutaires		
- Fonds propres complémentaires		
<b>Ecarts de réévaluation</b>		
<b>Réserves :</b>		
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves pour projet de l'entité	77 742	117 834
- Autres		
- Report à nouveau		
<b>Résultat de l'exercice (Excédent ou déficit)</b>	15 841	(40 091)
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>1 308 886</b>	<b>1 293 045</b>
- Fonds propres consommables		
- Subventions d'investissement	54 955	73 502
- Provisions réglementées		
<b>TOTAL I</b>	<b>1 363 841</b>	<b>1 366 547</b>
<b>Fonds reportés et dédiés :</b>		
- Fonds reportés liés aux legs ou donations		
- Fonds dédiés	44 723	
<b>TOTAL II</b>	<b>44 723</b>	
<b>Provisions :</b>		
- Provisions pour risques	3 750	
- Provisions pour charges		
<b>TOTAL III</b>	<b>3 750</b>	
<b>Dettes :</b>		
- Emprunts et dettes assimilées		
- Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	67 888	
- Emprunt et dettes financières diverses		
- Avances et acomptes		
- Fournisseurs et comptes rattachés	90 540	90 579
- Dettes des legs ou donations		
- Dettes fiscales et sociales	48 992	59 252
- Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
- Autres	15 533	12 732
- Instruments de trésorerie		
- Produits constatés d'avance	800	
<b>TOTAL IV</b>	<b>223 753</b>	<b>162 564</b>
- Ecarts de conversion passif V		



PASSIF	Exercice N	
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 636 067	1 529 111





## COMPTÉ DE RESULTAT DETAILLE

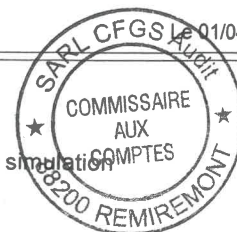
FEDERATION DE PECHE DES VOSGES

Edition du : 01/01/2024 au 31/12/2024


Avec brouillard

Hors simulation

Soldes N-1 de l'exercice



	Exercice N	Exercice N-1
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	229 604	227 872
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	31 942	30 474
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	542 592	482 293
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	523	231
Mécénats		
Legs, donations et assurances vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	3 801	1 836
Utilisations des fonds dédiés		51 378
Autres produits	3	2
<b>TOTAL (I)</b>	<b>808 467</b>	<b>794 086</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	407	242
Autres achats et charges externes	169 769	182 839
Aides financières	180 870	271 278
Impôts, taxes et versements assimilés	3 845	2 922
Salaires et traitements	271 286	250 181
Charges sociales	101 889	88 886
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	42 564	41 631
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés	44 723	
Autres charges	121	1
<b>TOTAL (II)</b>	<b>815 474</b>	<b>837 982</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>(7 007)</b>	<b>(43 896)</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	10 762	12 051
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		



	Exercice N	Exercice N-1
	10 762	12 051
<b>TOTAL (III)</b>		
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	1 251	16
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>1 251</b>	<b>16</b>
<b>RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>9 511</b>	<b>12 036</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV)</b>	<b>2 504</b>	<b>(31 860)</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion		181
Sur opérations en capital	18 547	22 876
Reprises sur Provisions, dépréciations et transferts de charges	262	
<b>TOTAL (V)</b>	<b>18 809</b>	<b>23 057</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	1 612	31 164
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	3 750	
<b>TOTAL (VI)</b>	<b>5 362</b>	<b>31 164</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>13 447</b>	<b>(8 107)</b>
<b>PARTICIPATION DES SALAIRES AUX RESULTATS (VII)</b>		
<b>IMPOTS SUR LES BENEFICES (VIII)</b>	<b>110</b>	<b>124</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)</b>	<b>838 037</b>	<b>829 194</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>822 196</b>	<b>869 285</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>15 841</b>	<b>(40 091)</b>

	Exercice N	Exercice N-1
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	32 710	28 074
<b>TOTAL</b>	<b>32 710</b>	<b>28 074</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel Bénévole	32 710	28 074
<b>TOTAL</b>	<b>32 710</b>	<b>28 074</b>





## **ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS**

EXERCICE DU 01/01/2024 AU 31/12/2024

### **FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE**

Travaux de réfection de la toiture à Puthières

### **EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE**

Aucun évènement significatif n'est survenu postérieurement à la clôture des comptes de l'exercice.

### **REGLES ET METHODES COMPTABLES**

#### **Principes et conventions comptables**

Les comptes de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect du principe de prudence et d'indépendance des exercices et en présumant la continuité de l'exploitation.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du Code du Commerce, du règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général, ainsi que du règlement n° ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non-lucratif.

#### **Permanence des méthodes**

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

### **INFORMATIONS GENERALES**

La fédération a pour objet :

- le développement durable de la pêche amateur, la mise en œuvre d'actions de promotion du loisir-pêche par toutes mesures adaptées, en cohérence avec les orientations nationales ;
- la protection des milieux aquatiques, la mise en valeur et la surveillance du domaine piscicole départemental.

Elle assure la collecte de la redevance pour protection du milieu aquatique et de la cotisation pêche et milieux aquatiques, soit directement auprès des AAPPMA, soit par l'intermédiaire du dispositif d'adhésion par internet mis à disposition des AAPPMA et géré par la Fédération nationale.

Elle définit et coordonne les actions des associations adhérentes concourant à cet objet.



La fédération peut être chargée de toute mission d'intérêt général en rapport avec son objet social.

Pour la poursuite de ses objectifs, la fédération est chargée :

- 1) De participer à l'organisation et à la connaissance de la pratique de la pêche, à toutes les actions en faveur de la promotion et du développement du loisir pêche, en favorisant en particulier la réciprocité et en élaborant des orientations départementales en faveur du développement durable du loisir pêche.
- 2) De concourir au développement du tourisme et de l'activité économique du département.
- 3) De mener des actions d'information, de formation et d'éducation en matière de protection des milieux aquatiques et du patrimoine piscicole et d'éducation à l'environnement, au développement durable et à la biodiversité.
- 4) De susciter et coordonner les activités des associations adhérentes, de les soutenir en leur apportant une assistance financière, technique et juridique, de veiller à la bonne exécution de leurs obligations statutaires et d'assurer sur le plan départemental toutes les liaisons nécessaires avec l'administration et de centraliser les informations. Elle pourra souscrire au dispositif d'adhésion par internet mis à disposition des AAPPMA et géré par la Fédération nationale.
- 5) D'établir, un plan départemental de protection du milieu aquatique et de gestion des ressources piscicoles, conformément à l'article L. 433-4 du code de l'environnement et de veiller à la compatibilité des plans de gestion des associations adhérentes avec ce plan.
- 6) De donner un avis aux autorités compétentes sur tout aménagement ou mesure susceptible de porter atteinte à la qualité des milieux aquatiques, à leurs peuplements piscicoles et à la pratique de la pêche, ainsi que sur la création de piscicultures et de proposer des mesures d'évitement, de réduction, voire de compensation si nécessaire.
- 7) De concourir à la police de la pêche et de veiller à la protection du patrimoine piscicole et des milieux aquatiques, en particulier en participant à la répression du braconnage, à la lutte contre la pollution des eaux et la destruction des zones essentielles à la vie du poisson, et en œuvrant en faveur du maintien dans les cours d'eau de débits garantissant la vie aquatique et la libre circulation des espèces piscicoles.
- 8) D'effectuer, sous réserve des autorisations nécessaires, tous travaux et interventions de mise en valeur piscicole, tels des inventaires piscicoles, la constitution de réserves, l'aménagement de frayères, des opérations de repeuplement, l'établissement de passes à poissons et, plus généralement, toute réalisation nécessaire à l'accomplissement du but qu'elle s'est fixé.
- 9) De détenir à titre onéreux ou gratuit, éventuellement dans le cadre des articles L. 432-1 et L. 435-5 du code de l'environnement, des droits de pêche qu'elle exploite dans l'intérêt des membres des associations adhérentes. Elle est alors assujettie aux mêmes obligations de protection et de gestion que ces associations pour les droits ainsi exploités.
- 10) D'assurer la récupération trimestrielle auprès des associations adhérentes du produit de la cotisation statutaire fédérale et de la cotisation pêche et milieux aquatiques ainsi qu'auprès des AAPPMA et, le cas échéant, dans les conditions fixées par la



réglementation, de l'ADAPAEF, de la redevance pour protection du milieu aquatique prévue à l'article L. 213-10-12 du code de l'environnement.

- 11) De reverser à l'agence de l'eau concernée la redevance pour protection du milieu aquatique et à la Fédération nationale, la cotisation prévue à l'article L. 434-5 du code de l'environnement selon l'échéancier défini par cette dernière.
- 12) Dans le cadre du dispositif d'adhésion par internet susvisé, par dérogation aux 11° et 12° du présent arrêté, de recevoir le produit de la cotisation, déduction faite de la cotisation pêche et milieux aquatiques, et de reverser la redevance pour la protection du milieu aquatique à l'agence de l'eau et la cotisation revenant à l'AAPPMA.
- 13) D'associer à ses travaux les associations de pêche spécialisées.

## COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN

### Etat des immobilisations

	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute en fin d'exercice
Logiciels	7 158			7 158
Autres immob. Incorporelles				
<b>TOTAL</b>	<b>7 158</b>			<b>7 158</b>
Terrains	575 424			575 424
Constructions	512 971	41 717		554 689
Agencements constructions				
Matériel & outillage	153 483	9 402		162 885
Matériel de transport	108 713			108 713
Matériel de bureau	97 009	224		97 232
Mobilier				
<b>TOTAL</b>	<b>1 447 600</b>	<b>51 343</b>		<b>1 498 943</b>
Titres de participation	183 840	4 580		188 420
Dépôts & cautionnements	441		147	294
<b>TOTAL</b>	<b>184 281</b>	<b>4 580</b>	<b>147</b>	<b>188 714</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 639 040</b>	<b>55 923</b>	<b>147</b>	<b>1 639 040</b>

### Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montants en début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montants en fin d'exercice
Logiciels	7 158			7 158
Autres immob. Incorporelles				
<b>TOTAL</b>	<b>7 158</b>			<b>7 158</b>
Terrains	35 551	2 277		37 828
Constructions	429 350	27 007		456 357
Agencements constructions				
Matériel & outillage	128 611	4 727		133 339
Matériel de transport	101 203	4 198		105 401
Matériel de bureau	76 941	4 354		81 295
Mobilier				
<b>TOTAL</b>	<b>771 657</b>	<b>42 564</b>		<b>814 221</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>778 815</b>	<b>42 564</b>		<b>821 379</b>





## Etat des provisions

	Montants en début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montants en fin d'exercice
<b><u>Pour risques et charges</u></b>				
Provisions pour litiges		3 750		3 750
Provisions pour pensions				
Autres				
<b>TOTAL</b>		3 750		3 750
<b><u>Pour dépréciation</u></b>				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciations				
<b>TOTAL</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>		3 750		3 750
Dont dotations et reprises	- d'exploitation - financières - exceptionnelles	3 750		

Un litige oppose la Fédération au Conseil Départemental des Vosges.

Il porte sur un problème de réfection de la digue de l'étang de Vanne à Escles sur laquelle passe la route départementale 460.

La Fédération conteste les demandes du Département. Des expertises sont toujours en cours afin de déterminer les responsabilités et les travaux à réaliser.

## Etat des échéances des créances et des dettes

<b>Etat des créances</b>	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances clients	31 058	31 058	
Créances douteuses ou litigieuses			
Autres créances	363 953	363 953	
Divers Etat et collectivités publiques			
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance			
<b>TOTAL</b>	<b>395 011</b>	<b>395 011</b>	

<b>Etat des dettes</b>	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts & dettes ets crédit	67 888	9 290	38 898	19 700
Emprunts & dettes financ. diverses				
Fournisseurs & comptes rattachés	90 540	90 540		
Personnel et comptes rattachés	24 466	24 466		
Organismes sociaux	23 957	23 957		
Impôts & taxes	569	569		
Dettes sur immobilisations				
Groupe et sociétaires				
Autres dettes	15 533	15 533		
Produits constatés d'avance	800	800		
<b>TOTAL</b>	<b>223 753</b>	<b>165 155</b>	<b>38 898</b>	<b>19 700</b>



### **Variation des fonds propres**

	Montants en début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants en fin d'exercice
Fonds associatifs	1 215 302			1 215 302
Réserves pour travaux	117 834		40 091	77 742
Résultat	- 40 091	15 841	- 40 091	15 841
Subventions d'investissement	73 502		18 547	54 955
<b>TOTAL</b>	<b>1 366 547</b>	<b>15 841</b>	<b>18 547</b>	<b>1 363 841</b>

### **Fonds dédiés**

	Montants en début d'exercice	Reports en fonds dédiés de l'exercice	Fonds dédiés utilisés	Montants en fin d'exercice
Agence de l'Eau Rhin Meuse Effacement barrage étang du Faing - Cornimont	0	44 723		44 723
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>44 723</b>		<b>44 723</b>

### **Evaluation des immobilisations**

La valeur brute des éléments incorporels et corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

### **Evaluation des amortissements**

Les méthodes et durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	De 1 à 3 ans
Constructions	Linéaire	De 10 à 20 ans
Agencements des constructions	Linéaire	De 5 à 10 ans
Matériel & outillage	Linéaire	De 3 à 5 ans
Matériel de transport	Linéaire	De 3 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	De 2 à 8 ans
Mobilier	Linéaire	De 5 à 10 ans

### **Evaluation des créances et des dettes**

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

### **Dépréciations des créances**

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.





### Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode du premier entré premier sorti.

### Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes du bilan	Montant
Fournisseurs - Avoirs à recevoir	
Clients – Factures à établir	
Etat – produits à recevoir	
Organismes sociaux – Produits à recevoir	
Divers – Produits à recevoir	363 570
Banques – intérêts courus	9 769
<b>TOTAL</b>	<b>373 339</b>

Il s'agit principalement de soldes de subventions d'exploitation

### Charges à payer

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes du bilan	Montant
Emprunt – intérêts courus	
Fournisseurs – Factures non parvenues	
Etat – Charges à payer	
Personnel – Charges à payer	
Organismes sociaux – Charges à payer	36 026
Divers – Charges à payer	5 287
Banques – Intérêts courus	
...	
<b>TOTAL</b>	<b>41 313</b>

### Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Guide de pêche	9 719
Travaux d'entretien	
Publicité	
Abonnements	
...	
<b>TOTAL</b>	<b>9 719</b>
Dont : Exploitation :	9 719
Financier :	
Exceptionnel :	

Produits constatés d'avance	Montant
Clients facturés par avance Acomptes de subventions pour actions à réaliser sur exercices postérieurs Participation sur guide de pêche 2025	800
<b>TOTAL</b>	<b>800</b>
Dont : Exploitation : Financier : Exceptionnel :	800

### **Subventions d'investissement**

Les subventions d'équipements perçues par l'association dans le cadre du financement de ses investissements, sont rapportées au compte de résultat sur le même rythme que l'amortissement des biens qu'elles ont servi à financer (ou selon mes modalités imposées par le financeur)

## **ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS**

### **Engagements en matière de pensions et retraites**

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice. A la clôture de l'exercice, le montant de ces engagements est de 18 283 €.

Le montant des engagements est calculé en fonction de la convention collective applicable à l'association, en fonction des catégories de personnel.

La méthode de calcul, conforme aux normes comptables du règlement CRC 99-02, prend en compte :

- le salaire brut, l'ancienneté et l'âge de chaque individu ;
- la totalité des effectifs présents ;
- une table de mortalité, une estimation de rotation du personnel ;
- un taux d'actualisation de 3,20 % ;
- un départ à la retraite à l'âge de 64 ans.

### **Effectifs du personnel :**

Au 31 décembre 2024, la fédération emploie 8 salariés, 5 hommes et 3 femmes.

## **COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT**

### **Concours publics et subventions d'exploitation**

Les subventions obtenues sur l'exercice ont été accordées par la Fédération Nationale de la Pêche en France et par l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse.



### **Contributions volontaires en nature**

Les contributions volontaires en nature sont constituées des heures de bénévolat. Le Conseil d'Administration du 12 mars 2021 a décidé de limiter le recensement de ces heures aux temps consacrés par les bénévoles aux actions de terrains menées en appui des salariés fédéraux (garderies, pêches d'inventaire et pêches de sauvetage essentiellement). Les temps ainsi relevés s'élèvent à 2 804,75 heures qui ont été valorisées au taux horaire du SMIC, soit un total de 32 710 € pour l'exercice.

### **Honoraires des commissaires aux comptes :**

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 4 700,00€ et se rapporte au contrôle légal des comptes.

### **Produits et charges exceptionnels**

Nature	Montant	Imputé au compte
<b>Produits exceptionnels</b>		
- Produits de cessions d'immobilisations		775000
- Quotes-parts de subventions amorties	18 547	777000
- Remboursement sinistre	262	797000
<b>TOTAL</b>	<b>18 809</b>	
<b>Charges exceptionnelles</b>		
- VNC des immobilisations cédées		675000
- Remplacement casse	412	671800
- Facture 2022 reçue en 2024	1 200	672000
<b>TOTAL</b>	<b>1 612</b>	

### **Transferts de charges**

Nature	Montant
- Indemnités d'assurances	240
- Indemnités journalières sur maladies	
- Remboursements de formations	3 561
- .....	
<b>TOTAL</b>	<b>3 801</b>

**FEDERATION DES VOSGES POUR  
LA PECHE ET LA PROTECTION DU  
MILIEU AQUATIQUE**

31 rue de l'Estrey  
88440 NOMEXY

RCS EPINAL 783 447 667

---

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'association,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

## Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée générale

---

Nous avons été avisés des conventions suivantes visées à l'article L. 227-10 du code de commerce qui sont intervenues au cours de l'exercice écoulé.

Personnes concernées :

Administrateurs de la Fédération Départementale

Description :

Remboursements de frais

Modalités :

Au titre de l'exercice 2024, votre Fédération a remboursé à ses administrateurs, sur justificatifs, des frais de déplacements pour un montant total de 13 344,21 €. Certains administrateurs ont renoncé au versement de ces frais contre établissement de reçus fiscaux à hauteur de 523,36 €.

Fait à Remiremont,  
Le 21 mars 2025

**ORCOM CFGS AUDIT**



**Anne-Christine FRERE**  
Commissaire aux comptes associée  
Inscrite à la Compagnie Régionale de l'Est